

BETZ

Démangeaisons au collège Marcel-Pagnol : toujours aucune piste

Le mystère reste entier au collège Marcel-Pagnol de Betz.

Fermé juste avant les vacances pour trouver les causes des démangeaisons et rougeurs qui touchent les élèves, l'établissement est actuellement inspecté une seconde fois par les scientifiques de l'Ineris (Institut national de l'environnement des risques industriels et sanitaires).

Aux dernières nouvelles, ces derniers n'auraient toujours pas trouvé la cause des allergies qui ont déjà entraîné, par deux fois, le 12 et le 22 février, la fermeture du collège.

Un temps suspectés, les solvants et les poussières liés au chantier ne sont finalement pas en cause, affirme-t-on à l'Ineris qui procède pourtant à un nettoyage et dépolluissage complet des locaux.

Après plus d'une semaine d'inspections, l'enquête est donc toujours au point mort. Aucun élément nouveau n'a été trouvé pour expliquer les causes des démangeaisons.

Chez les médecins, on ne cesse de réaffirmer le caractère bénin des manifestations cutanées. Celles-ci disparaissent en effet peu de temps après que les sujets s'éloignent du collège.

Mais en off, si l'on ne nie pas la réalité des démangeaisons,



Même sans résultats sur les causes des démangeaisons, le collège Marcel-Pagnol devrait réouvrir, sous surveillance médicale, dès la rentrée.

certain médecins sous-entendent que la deuxième poussée d'allergies, après la réouverture du 22 février, serait surtout de psychologique.

La DDASS (Direction départementale des actions sanitaires et sociales), qui jusqu'à présent n'était pas impliquée dans l'affaire, s'est finalement jointe à l'enquête menée par l'Ineris. Mais la réponse reste la même qu'au conseil général : «On attend les résultats de l'Ineris».

UNE RÉOUVERTURE MALGRÉ TOUT ?

Malgré des causes toujours inconnues, une réouverture du collège dès la rentrée (lundi 12) est plus que probable.

«Il n'y a rien, donc c'est difficile de laisser l'établissement fermé», avoue-t-on au Conseil général.

Dans le doute, cette rentrée se fera très probablement sous surveillance médicale et scientifique. Une précaution nécessaire, mais pas forcément rassurante pour les élèves et leurs

parents.

Du côté de Next-up, organisation non-gouvernementale dédiée aux problèmes environnementaux, on n'en démord pas, «les enquêtes de l'Ineris ne se penchent pas sur les bonnes pistes».

Persuadés que les démangeaisons sont dues aux rayonnements émis par les antennes-relais de téléphonie mobile, ils réclament que l'on enquête «sérieusement et de façon indépendante sur les effets de ces rayonnements».

«On a là des démangeaisons qui se déclarent plus ou moins vite selon les endroits dans le collège, explique Serge Sargentini de Next-up, en fait plus les élèves sont proches de la salle la plus exposée aux démangeaisons arrivent vite».

«De plus les rougeurs apparaissent sur des parties du corps couvertes, ce qui prouve bien que ces éruptions cutanées ne viennent pas de poussière ou d'autres éléments externes.»

ndlr :

Le passage occulté fait référence à des propos selon lesquels les seuils d'irradiation de 40, voire 60 V/m auraient été dépassé sur zone à BETZ.

Ceci est faux et de plus totalement... irréaliste. Afin de ne pas en rajouter à la confusion la rédaction a fait acte de responsabilité. De plus nous prenons acte de l'intervention de... René de Sèze de l'INERIS.

Next-up, qui affirme ne pas vouloir paniquer la population, réclame trois études. «Il faut mesurer les rayonnements, savoir d'où viennent les faisceaux et aussi enquêter sur la

station de téléphonie mobile pour savoir exactement quels ont été les changements effectués récemment et qui ont causé ces démangeaisons.»

En face, scientifiques et docteurs mandatés par le Conseil général ne semblent pas vraiment prendre l'ONG au sérieux.

«Il faudrait rester très longtemps à côté des antennes pour finir par ressentir les effets d'une radiation», explique René De Sèze, spécialiste en toxicologie expérimentale à l'Ineris.

Convaincus du bien-fondé de leur action, les militants de Next-up, envisagent de tenir une conférence sur place pour alerter l'opinion publique.

En attendant, de nouveaux résultats de l'Ineris seront communiqués avant la rentrée. Le Conseil général devrait lui réunir toutes les parties concernées, inspection académique, DDASS et direction du collège, pour faire le point.

Et tenter de rassurer collégiens et parents d'élèves avant la rentrée

S. T.